

n'écarte pas la possibilité de «moratoires» dans certaines villes. «On va étudier si, à l'échelle locale, des agglomérations pourraient décréter un moratoire sur l'ouverture de centres commerciaux», déclare-t-il.

Comme le note «Le Figaro», c'est le député LREM Patrick Vignal qui a récemment porté la demande d'un moratoire d'un an sur la création de zones commerciales en périphérie. Un message qu'il a de nouveau martelé jeudi.



Suivre



[Patrick Vignal](#)

@MonCentreVille séminaire #grandcausenationale2018 Moratoire 1 an sur l'extension zones commerciales 22% en 2016 dont 90% en périphérie 1/4
[10:53 - 12 oct. 2017](#)

Dans le quotidien, le ministre Jacques Mézard indique qu'il réfléchit aussi à d'autres mesures susceptibles de favoriser l'installation de petits commerces, «y compris fiscales».

Entre les deux tours de l'élection présidentielle, **Paris Match** avait interrogé **Emmanuel Macron** sur ce sujet. «Chaque petit commerce qui ferme dans une grande rue d'un centre-ville, chaque classe qui ferme dans un petit village révèlent un aspect d'une France qui s'en va. Comment, dans la compétition internationale, maintenir un mode de vie traditionnel auquel les Français sont attachés?», avait interpellé Olivier Royant. Le futur président avait répondu :

«Je ne crois pas que cela soit inéluctable. D'ailleurs, les modes de consommation sont en train de changer. Ce n'est pas le libéralisme qui change cela, ce sont nos comportements collectifs. C'est à un moment nous qui avons décidé qu'on allait aller vers les grandes surfaces parce que c'était plus pratique et moins cher».

<http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Les-grands-centres-commerciaux-dans-le-viseur-du-gouvernement-1370717>